

Puisqu'il faut bien parler d'argent un jour

La Rédaction

Judith Mayencourt
Cheffe de la
rubrique Suisse



Soleil ou pas, ce vendredi sera une belle journée pour les femmes. En effet, c'est à partir d'aujourd'hui qu'elles auront - enfin - rattrapé leur retard sur leurs collègues masculins et commenceront à travailler pour de vrai - je veux dire pour un salaire. Jusque-là, c'était un peu pour beurre... Ce passage de l'ombre à la lumière est l'occasion d'une fête, celle de l'égalité salariale, que l'on célèbre tous les 7 mars, à la veille de la Journée des femmes. Parce qu'il vaut toujours mieux positiver une situation, et se dire que les choses vont s'améliorer.

Au fil des années, les féministes ont tenté plusieurs types d'actions pour faire bouger les choses. Elles ont publié leur salaire - un geste osé mais sans grand succès. Elles sont venues au bureau en rose - décoratif. Elles sont descendues dans la rue à grand renfort de pancartes - chaleureux et amusant. Certaines ont même fait la grève, une grève joyeuse pour essayer d'amener un peu de légèreté dans une histoire qui ne l'est guère. Car être payée presque 20% de moins que l'homme assis en face de vous, ça ne donne pas franchement envie de rire. Et pour payer ses factures à la fin du mois, ce n'est pas idéal non plus.

Les syndicats l'ont bien compris, eux qui profitent de l'occasion pour rappeler que 70% des travailleurs pauvres sont... des travailleuses. Moins bien formées, elles sont employées dans des branches à peu de valeur ajoutée et souvent non conventionnées. Elles sont payées au lance-pierre, sont

plus vulnérables aux variations conjoncturelles, se retrouvent plus facilement au chômage. Bref, elles alignent les galères et ont un risque accru de précarisation.

Le remède? L'introduction d'un salaire minimum, expliquent ces mêmes syndicats, qui vont profiter de la journée pour manifester dans les entreprises sous le slogan «Nous valons plus!» Le coup est bien joué. C'est une jolie manière de récupérer une situation inacceptable pour la mettre au service d'un combat politique qui n'est pas celui de l'égalité, mais celui de la justice sociale et de la lutte contre la précarité.

On aimerait bien citer la riposte des patrons et de la droite à la question lancinante des inégalités salariales. Hélas, pas de récupération politique de ce côté-ci de l'échiquier - il n'y a sans doute pas grand bénéfice à tirer auprès de l'électorat féminin. Quant au fameux

«Le 7 mars devrait être une fête pour la justice. Elle reste une fête de gauche, anecdotique»

Dialogue sur l'égalité salariale, programme lancé par la Confédération et les partenaires sociaux sur une base volontaire, il a fait long feu. Seule une poignée d'entreprises ont saisi l'occasion de revoir leurs grilles salariales, si bien que Simonetta Sommaruga a fini par tirer la prise.

Le 7 mars devrait être une fête pour la justice. Elle reste une fête de gauche, marginale et un peu anecdotique, vouée aux calicots et aux banderoles. Une sorte de Nouvel-An féministe pour initiés. Une tradition qui s'essouffle faute de résultats probants.